

Avant-propos

CE LIVRE TRAITE des préparatifs de la Seconde Guerre mondiale. Je ne prétends pas faire une étude exhaustive des événements de 1939, mais plutôt me concentrer sur les relations entre la France, la Grande-Bretagne, l'URSS et l'Allemagne nazie. Je tiens, dès le départ, à avertir le lecteur que cet ouvrage n'est pas une lecture postmoderne : il n'a rien à voir avec la sémiotique, « les cadres de la mémoire », ou la nouvelle critique littéraire. C'est une étude des relations internationales à un point crucial du xx^e siècle, basée sur des documents officiels qui ont été rendus publics ou qui sont toujours inédits, et s'appuyant sur les travaux de nombreux historiens d'hier et d'aujourd'hui.

Ce n'est pas une belle histoire. C'est celle de l'*appeasement* et des échecs face à la tentative pour établir une sécurité collective contre l'agression nazie. C'est celle de la dépravation morale et de l'aveuglement, des scélérats et des lâches, mais aussi celle de braves qui s'élevèrent contre les courants intellectuels et populaires de leur époque. Certains sont morts pour leurs idées, d'autres œuvrèrent dans l'ombre et sont presque oubliés. Nous connaissons tous les vilains de cette histoire et certains de ses héros, bien que beaucoup parmi ces derniers — français, britanniques, soviétiques — ne soient connus que des spécialistes. En 1939, ils cherchèrent à réaliser l'alliance de la dernière chance entre la France, la Grande-Bretagne et l'URSS. C'est l'histoire de leurs efforts qui est racontée ici : elle constitue l'arrière-plan de la grande alliance créée en 1941 sans la France mais avec les États-Unis, afin de vaincre un ennemi démoniaque.

Les historiens d'aujourd'hui ont tendance à être plus compréhensifs envers l'*appeasement* que la génération d'après-guerre, qui condamnait les « coupables » des années 30 pour n'avoir pas su défendre leurs pays

contre le fascisme. Il y eut de violentes attaques contre « les hommes de Munich » — notamment Neville Chamberlain, sir Samuel Hoare, sir John Simon, lord Halifax, Georges Bonnet, Édouard Daladier. L'image poétique d'une « décennie malsaine et déloyale » véhiculée par W. H. Auden semble tout à fait convenir à cette période lamentable et meurtrière. Le plus connu de ces historiens qui assaillirent les partisans de l'*appeasement* et leur politique de concession à l'Allemagne fut peut-être sir Lewis Namier¹. Une quantité non négligeable d'historiens canadiens, britanniques et américains considérèrent l'*appeasement* comme une manifestation de l'idéologie profasciste et anticomuniste et insistèrent sur l'incapacité coupable du gouvernement britannique à mener une politique antinazie énergique². Selon l'argument contraire, la politique étrangère britannique d'alors fut mal présentée. Ce n'était pas « une question de morale » opposant les adversaires de l'*appeasement*, anti-hitlériens et prosoviétiques, aux tenants de cette politique de conciliation, prohitlériens et antisoviétiques³. En fait, selon cette vision, le gouvernement conservateur britannique élaborait une réponse calculée et réaliste face à la puissance montante de l'Allemagne nazie, réponse où l'URSS ne figurait ni comme facteur déterminant ni comme allié souhaitable⁴.

Selon l'interprétation classique, la Grande-Bretagne avait peu d'options politiques. Elle fut obligée par des contraintes économico-stratégiques de limiter son réarmement et de penser à la défense de l'Empire. Le Japon était un adversaire potentiel et les ressources britanniques étaient trop éparpillées pour fournir une défense adaptée à l'Europe et à l'Asie en même temps. Du reste, l'économie britannique ne permettait pas un réarmement général de la taille préconisée notamment par Churchill ou sir Robert Vansittart, le sous-secrétaire permanent, puis premier conseiller diplomatique au Foreign Office. La priorité devait aller à la Royal Air Force, puis à la marine, l'armée de Terre étant limitée à quelques divisions sans aucun rôle éventuel dans un conflit européen⁵. Advenant la guerre, c'était à l'armée française de subir les lourdes pertes des combats terrestres. Cette hypothèse rendait amers les généraux et les politiciens français.

Le gouvernement conservateur britannique espérait éviter la guerre, non pas tant par la dissuasion que par la conciliation (*appeasement*). Évidemment, selon certains éclairages britanniques, cette dernière n'avait

pas la connotation péjorative et lâche qu'elle a prise aujourd'hui : c'était un effort raisonnable pour satisfaire les griefs « légitimes » d'Adolf Hitler par rapport au traité de Versailles (qui avait mis fin à la Première Guerre mondiale). Neville Chamberlain, par exemple, pensait qu'on pouvait s'entendre avec Hitler. On devait permettre à l'Allemagne de réaliser ses objectifs en Europe centrale et orientale tant qu'elle acceptait certaines limites et ne compromettait pas la sécurité à l'Ouest. Ce faisant, il était possible que Hitler devienne plus raisonnable et mieux disposé. En réalité, certains conservateurs se souciaient peu de ces limites et de savoir si Hitler désirait se rassasier aux dépens de l'URSS. Comme l'indiqua si bien un député conservateur : « [...] que la brave petite Allemagne se repaisse des [...] rouges à l'Est [...] »⁶. En définitive, les conservateurs britanniques espéraient éviter la guerre, quitte à ce que l'Europe de l'Est paie le prix fort. La perspective d'un conflit avec l'Allemagne requérait la coopération de l'URSS, sans laquelle la France et la Grande-Bretagne ne pouvaient pas vaincre. Une alliance avec les Soviétiques garantissait la victoire — mais elle propageait en même temps la révolution communiste et l'influence soviétique en Europe. Le « dilemme guerre-révolution », pour reprendre les mots de William Irvine, s'imposait ; perspective vraiment obsédante vers la fin des années 30⁷.

Il se produisit une évolution semblable dans l'interprétation de l'*appeasement* et de la politique de défense de la France à cette époque. Marc Bloch, qui écrit *L'étrange défaite* juste après l'effondrement français et fut exécuté par ses bourreaux nazis en 1944, jugeait qu'au début de la guerre, la France était trop sûre d'elle-même, pas préparée, mal organisée et dirigée par des incompetents. Ses généraux avaient abandonné trop tôt la lutte contre l'ennemi nazi. L'équivalent français des « coupables » était les « fossoyeurs », ces leaders tenus pour responsables de la défaite de 1940 par le journaliste de droite Pertinax. Jean-Baptiste Duroselle et Eugen Weber ont prétendu que la France des années 30 était une société « décadente » et en faillite morale, déchirée par des querelles politiques, handicapée par l'instabilité des gouvernements, trahie par des dirigeants sans courage ni imagination, et corrompue par les ligues fascistes ou protofascistes disposées à faire tomber la III^e République⁸. René Girault, de son côté, a décrit une France divisée, déchirée par des clivages idéologiques entre la droite et la gauche qui paralysaient le gouvernement⁹. Cette vision de la

politique et de la société françaises fut confirmée par de nombreux témoins de l'époque, y compris, soit dit en passant, par les trois ambassadeurs de l'URSS à Paris durant les années 30.

Comme pour la politique britannique, certains travaux récents — tels ceux de Stephen Schuker, Martin Alexander, Élisabeth Du Réau, William Irvine et Robert J. Young — estiment que les dirigeants français n'étaient pas aussi lâches et incompetents qu'il aurait pu sembler au départ. La société française n'était pas si décadente : elle était en train de se rétablir en 1939 et 1940 ; l'effondrement de mai-juin 1940 fut une défaite militaire — désastreuse, certes, mais rien de plus. En fait, selon ces historiens, les dirigeants français, étant donné les circonstances économiques, politiques et militaires, firent face le mieux qu'ils purent à la situation. Schuker est un des plus connus parmi ces historiens ; son travail sur la crise de la Rhénanie en 1936 illustre bien cette position révisionniste. Irvine, de son côté, conclut simplement que « ce n'est pas la décadence qui a mené à 1940 ; c'est 1940 qui nous a conduits à percevoir la fin de la III^e République comme décadente ». « Deux hourras pour l'*appeasement* », a récemment clamé Schuker¹⁰.

Malgré la haute réputation des historiens qui soutiennent cette vision des choses — ou ses variantes —, celle-ci me semble surdéterminée, trop mécanique et trop propre. Elle affirme que les décideurs étaient enfermés dans leurs dilemmes, alors que les critiques de l'époque prétendaient le contraire. Même Weber, qui déclara que la société française « marchait inexorablement vers la guerre », nota que les Français ne furent pas impuissants à influencer leur destinée.

Car les hommes (et les femmes qui en avaient l'occasion, chose rare à l'époque) ne sont pas des objets de l'histoire — jouets des flux, des courants, des lois qu'ils ne peuvent changer. Ils sont des sujets responsables : des acteurs qui écrivent et réécrivent leur scénario en passant d'une décision à l'autre, ou qui, en ne décidant pas, l'abandonnent à d'autres. Chaque choix, chaque décision manquée les engagent dans une direction et fixent les limites de leurs choix futurs. Les décisions et les événements ne sont pas dus au destin et nous n'en sommes pas les jouets à moins de le vouloir. Pris globalement, les Français des années 30 ne voulaient pas, ne pouvaient pas décider. Ils ont laissé les autres forger leur destin et ont dû payer le prix de cette abdication¹¹.

L'explication surdéterminée du cheminement vers la guerre en 1939 dissocie également les prises de décision franco-britanniques de leur contexte sociopolitique, en insistant sur des réserves d'or insuffisantes, une politique monétaire déflationniste, des structures industrielles ou bureaucratiques inefficaces et un processus de réarmement nécessairement lent. Mais, à l'échelle européenne, la conjoncture sociopolitique était tumultueuse et instable : on se disputait la légitimité du fascisme et du communisme, il y avait des aspirations et des idéaux déçus, des haines déchirantes, la peur de la guerre et de la révolution, et la volonté croissante des États de recourir à la force. Cet environnement turbulent eut un impact sur les prises de décision.

Des travaux plus récents, comme ceux de R. A. C. Parker et les miens, suggèrent une position « contre-révisionniste » qui reprend l'argumentation de Weber et, dans mon cas, retourne à des interprétations plus anciennes de l'avènement de la guerre. Cette position fait remarquer que, lorsque les décideurs affirmèrent qu'ils n'avaient pas le choix, l'opposition les contesta. D'autres options n'auraient pas conduit à l'*appeasement* et à l'échec d'une grande coalition européenne antinazie¹². Elles auraient forcément conduit à une alliance avec l'URSS et très vraisemblablement à la guerre. C'était précisément ce que les forces dominantes conservatrices et anticommunistes de France et de Grande-Bretagne souhaitaient éviter à n'importe quel prix. Dans la vision de la décadence de Duroselle et de Weber, l'anticommunisme ne joue pas un rôle important alors que, à mon avis, ce fut le contraire.

Les historiens se sont souvent concentrés sur l'échec des négociations franco-anglo-soviétiques et sur le pacte germano-soviétique de non-agression, lequel fut un événement-clé de 1939. Staline, le tsar rouge, était perfide et avait trompé les Français et les Britanniques, tandis qu'il négociait secrètement avec les Allemands. « Le pacte germano-soviétique sainte de flouterie », écrivit le comte de Birkenhead¹³. Par ailleurs, des historiens soviétiques, tels que V. Ia. Sipols, ou occidentaux, tels que Namier, soutiennent que ni les Français ni les Britanniques n'avaient l'intention de négocier sérieusement et berçaient le gouvernement soviétique de fausses illusions¹⁴. Selon Donald Cameron Watt, cette interprétation ne tient pas compte du sérieux des hommes d'État français et anglais. L'URSS « détruisit les espoirs britanniques d'un front oriental »

contre l'Allemagne¹⁵. Les Français, en réaffirmant l'indépendance de leur politique, après plusieurs années passées sous la coupe britannique, cherchaient une alliance avec les Soviétiques ; c'est pourquoi ils pressèrent les Britanniques d'en faire autant¹⁶.

Geoffrey Roberts soutient — comme Donald Cameron Watt — que « l'opinion selon laquelle les dirigeants français et britanniques étaient motivés surtout par l'antibolchevisme déraillait complètement ». Ce n'est pas nouveau : Keith Feiling écrivit après la guerre que Neville Chamberlain n'avait pas de parti pris idéologique¹⁷. Watt et Roberts prétendent que les idéologues étaient du côté soviétique¹⁸. La vision contraire n'est pas nouvelle non plus : les conservateurs opposés à l'*appeasement* accusèrent Chamberlain et son entourage de confondre leurs intérêts de classe avec ceux du pays¹⁹. A. J. P. Taylor, dans *Origins of the Second World War*, nota fort à propos que les reproches occidentaux envers le pacte germano-soviétique de non-agression « étaient malvenus de la part des participants à Munich. [...] Les Russes, en fait, réussirent là où les hommes d'État occidentaux avaient échoué ; et l'amertume occidentale était de la déception mêlée de colère, car les professions de foi communiste n'étaient pas plus sincères que les leurs sur la démocratie²⁰. » Lorsque Taylor fit cette remarque et d'autres sur les relations soviéto-occidentales, ses contemporains les rejetèrent, pensant qu'il était délibérément provocateur. Il n'y avait pas d'archives accessibles pour étayer ses arguments ou pour permettre de les réviser en fonction de ce qui aurait été trouvé. Aujourd'hui nous disposons d'une grande partie de celles-ci : elles confirment nombre de suppositions de Taylor.

Tout comme l'historien russe Roy Medvedev et le général Dimitri Volkogonov, Taylor conclut que l'Ouest ne laissa pas d'autre choix au gouvernement soviétique que de conclure le pacte de non-agression avec Hitler²¹. Mais « peu d'historiens, écrit Gabriel Gorodetsky, prennent au sérieux l'invariable version soviétique [...] selon laquelle l'URSS aurait signé le pacte contrainte et forcée, le considérant comme le moindre de deux maux²² ». Certains historiens prétendent que Staline préférerait un accord avec les Allemands, et ce, depuis le début. Mais Roberts et Sipols répliquent que le pacte était le résultat de l'incertitude et de la dérive. En réalité, la politique soviétique, piètrement élaborée, était un revirement inspiré par la peur qui se produisit en août 1939²³. Ils suggèrent implicite-

ment que le pacte de non-agression était dû à l'échec des négociations franco-anglo-soviétiques plutôt que le contraire.

Dans le présent ouvrage, je reviens, comme je l'ai fait par le passé, à des explications antérieures de l'échec des négociations, à savoir que l'anti-communisme entrava les efforts franco-britanniques visant à conclure avec l'URSS une alliance en cas de guerre contre l'Allemagne. Le rejet par la France et la Grande-Bretagne des nombreuses initiatives soviétiques en vue d'améliorer les relations durant l'entre-deux-guerres, ou pour créer une coalition antinazie, spécialement entre 1935 et 1938, augmenta considérablement la méfiance et le cynisme soviétiques. Les historiens occidentaux considèrent rarement le pacte de non-agression dans ce contexte plus large. Ils l'analysent uniquement dans la courte période de mars à août 1939. De ce point de vue aussi étroit, le pacte est un événement singulier qui démontre l'absolue perfidie soviétique. Le gouvernement soviétique voyait les choses différemment : ce n'était qu'« une trahison pour une autre », après des années de duplicité et de mauvaise foi franco-britanniques, atteignant leur paroxysme lors du démembrement de la Tchécoslovaquie en septembre 1938 à Munich. Selon les Soviétiques, il s'agissait d'une abdication et d'une félonie. La réplique soviétique — le pacte de non-agression avec les Allemands — était de la mauvaise diplomatie, comme le concèdent aujourd'hui de nombreux historiens russes, mais alors, dans l'extrême tension des dernières semaines de paix, cela semblait être le seul moyen d'assurer la sécurité, au moins à court terme, de l'URSS²⁴. Le gouvernement soviétique, ayant longtemps condamné la France et la Grande-Bretagne pour l'*appeasement*, adoptait désormais la même politique pour les mêmes raisons. Si, après tout, les « révisionnistes » peuvent se réjouir de la politique franco-britannique, ne devraient-ils pas en faire autant pour son équivalent soviétique ?

En fin de compte, on doit revenir aux critiques de l'époque concernant l'*appeasement* pour en comprendre la dynamique et les alternatives. Ces critiques furent des Cassandre, rejetés comme négativistes germanophobes et oiseaux de mauvais augure ou pourvoyeurs de la révolution communiste, car ils disaient que l'Allemagne nazie voulait la guerre et qu'une grande alliance antinazie était la seule façon de la contenir ou de la vaincre. Robert Vansittart, Churchill, Laurence Collier (un des

subordonnés de Vansittart), Maksim Maksimovitch Litvinov (commissaire soviétique aux Affaires étrangères), la journaliste française Geneviève Tabouis et les politiciens français Édouard Herriot et Georges Mandel faisaient partie de ces Cassandre. C'était un groupe hétéroclite de héros. Les historiens s'occupent souvent des scélérats; voyons qui étaient ces braves qui se battirent presque seuls, mais tinrent leurs positions contre vents et marées, et à qui l'histoire donna raison. À l'exception de Churchill, aucun de ces hommes et aucune de ces femmes ne furent reconnus en leur temps, Mandel étant même assassiné en 1944 par les fascistes français. Nous devrions leur être reconnaissants d'avoir vu en l'Allemagne nazie la force maléfique qu'elle était, alors que beaucoup d'autres considéraient le nazisme comme un simple antidote, certes désagréable mais efficace, contre le communisme et l'agitation populaire.